

LE DEVOIR

La mobilisation citoyenne pour la nature est plus importante que jamais



Photo: Jacques Nadeau archives Le Devoir Lorsque les citoyens et les citoyennes se mobilisent, les autorités politiques tendent l'oreille et peuvent changer de cap, notent les auteurs.

Daniel Desroches, Alain M. Gaulin, Marie-Audrey Nadeau Fortin, Myriam Thériault, Chloé Tremblay Cloutier

Les auteurs sont respectivement cofondateur de l'initiative citoyenne Les amis du boisé Neilson; membre du Mouvement d'action régional en environnement (MARE); chargée de projet Biodiversité et Forêt à Nature Québec; coordonnatrice générale de Mères au front; responsable du réseau Demain le Québec de la Fondation David Suzuki. Avec l'appui de 323 autres signataires, incluant 135 organisations et groupes citoyens, à travers 15 régions du Québec.*

04 h 02 **Libre opinion**
Libre opinion

Depuis des années, les dirigeants et dirigeantes politiques du monde entier participent à de grandes rencontres internationales et prennent des engagements qui se veulent rassurants, mais les actions ne suivent pas toujours. L'exemple de la [COP15 \(https://www.ledevoir.com/cop15?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte\)](https://www.ledevoir.com/cop15?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) sur la biodiversité, tenue à Montréal en décembre 2022, l'illustre bien. Un peu plus d'un an plus tard, nous attendons toujours les résultats concrets de ces engagements, notamment en matière d'accès à la nature, de protection des espèces menacées et vulnérables et d'appui au leadership autochtone.

Force est de constater que le regretté Hubert Reeves avait vu juste lorsqu'il disait : « Seule la mobilisation citoyenne et associative incitera, pour ne pas dire contraindra, les élus à passer concrètement à l'action pour endiguer le saccage planétaire. »

La responsabilité de rappeler ces engagements et de veiller à leur réalisation semble reposer encore une fois sur la population et la société civile, du moins jusqu'à preuve du contraire.

Devant l'urgence d'agir, les citoyens et citoyennes ne sont pas dupes

Aux premières loges pour constater la destruction des milieux naturels, nous sommes de plus en plus nombreux et nombreuses à nous engager. Notre mobilisation s'incarne dans les actions de centaines de groupes, partout au Québec : comme Nature Hudson, qui a amené le ministre de l'Environnement à annuler le certificat d'autorisation qu'il avait remis à un promoteur immobilier voulant construire dans l'habitat d'espèces en situation précaire ; et la mobilisation contre Stablex, près de la tourbière de Blainville, dossier dans lequel le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a donné raison aux citoyens et citoyennes et aux groupes environnementaux en recommandant à l'entreprise de ne pas aménager une nouvelle cellule d'enfouissement de déchets toxiques.

Face aux multiples défis à relever, nous nous unissons aux organisations environnementales, nous armons de caractérisations biologiques et d'études fiscales, multiplions les rencontres de concertation, entreprenons des poursuites juridiques et allons jusqu'au bout, le plus souvent bénévolement et avec la conviction que notre pouvoir d'influence est bien réel.

Devant l'urgence d'agir, les citoyens et citoyennes demandent mieux

L'indispensable contribution des groupes citoyens à la transformation de notre société pour répondre à la crise environnementale doit être reconnue et encouragée à tous les paliers, notamment par un accès transparent à l'information et des mécanismes de participation publique revus et bonifiés. Pourtant, c'est l'inverse que nous constatons dans le cas de Northvolt : opacité, informations caviardées, refus de soumettre l'intégralité du projet à un examen du BAPE. Un an après la COP15, cette façon de faire est préoccupante.

Devant l'urgence d'agir, les citoyens et citoyennes lancent un appel à la mobilisation

Trop souvent, nos dirigeants et dirigeantes ont livré de belles paroles qui, dans les faits, ne se sont pas traduites en actions, emprisonnées qu'elles sont dans le vocabulaire du développement économique et d'une vision à court terme. Ce faisant, ils jouent dangereusement avec la confiance de la population et

l'avenir des prochaines générations. Devant cette situation, il est tentant de baisser les bras. Cependant, nous n'avons pas le luxe de nous enfermer dans le fatalisme.

La bataille continue et il faut célébrer nos victoires. Lorsque les citoyens et citoyennes se mobilisent, les autorités politiques tendent l'oreille et peuvent changer de cap.

Citoyens et citoyennes, rejoignez les rangs de la mobilisation, aidez-nous à nourrir l'espoir et à faire pression sur les élus de tous les niveaux pour concrétiser notre vision d'un monde en équilibre avec la nature. Restons vigilants et vigilantes, engagés et unissons nos voix pour faire contrepoids à celles des entreprises et de leurs lobbyistes ; exigeons d'être écoutés. Il y va de la survie de la démocratie, de celle de la nature et des générations futures.

** La liste complète des signataires de la lettre est ici*

(https://docs.google.com/document/d/102kcONwcTz7jrtFGMdnABS420YQqAe_JhvEGsUBKHew/edit).

Ce texte fait partie de notre section Opinion, qui favorise une pluralité des voix et des idées en accueillant autant les analyses et commentaires de ses lecteurs que ceux de penseurs et experts d'ici et d'ailleurs. Envie d'y prendre part? Soumettez votre texte à l'adresse opinion@ledevoir.com (mailto:opinion@ledevoir.com?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte). Juste envie d'en lire plus? Abonnez-vous à notre [Courrier des idées](https://www.ledevoir.com/infolettres?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) (https://www.ledevoir.com/infolettres?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte).